Lettre ouverte de No Porcharan (presse) **3 mai 2019**

A l'heure où les politiques et les représentants élus du monde agricole soutiennent, à grands coups de communication, la ruralité, la préservation de nos ressources, du bien-être animal, l'offre de produits de qualité et la nécessité pour nos agriculteurs d'avoir un niveau de vie en phase avec leur investissement personnel, Monsieur le Préfet a choisi, en procédant à l'enregistrement du projet de porcherie industrielle d'Ossun porté par la société Sélec'Porc, d'aller à contre-courant de cette tendance.

La société civile ne partage pas cette position, No Porcharan non plus. Ce dossier n'est pas réglementaire, Monsieur le Préfet le sait, il l'a enregistré malgré cela.

Aujourd'hui, M le Préfet ouvre une concertation avec le porteur du projet, les élus et la population. Ce dialogue avec le porteur du projet, No Porcharan le recherche depuis des mois et n'a jamais eu une seule réponse ! Seléc'Porc est déficitaire depuis plus de 10 ans. Qui paiera en cas de d'accident environnemental ? Comment faire confiance à cette société qui n'a exprimé jusqu'ici que mépris pour la population locale ?

Nos élus politiques ont jusqu'à présent plutôt brillé par leur absence de prise de position, voire par leur absence tout court.

Nous n'attendons rien de la chambre d'agriculture. Le souhait de son ancien président de voir se créer au moins 5 projets similaires de porcherie sur notre département, en dit long sur le monde et l'avenir proposé à nos enfants. La manière dont est traitée par la FDSEA la population locale opposée à ce projet laisse sans voix.

Par définition, une « concertation » est un dialogue préalable à une décision. Or, il existe déjà un organe de concertation officiel, le CODERST (Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques). Il a été consulté et a clairement émis, chose rare dans ce type de procédure, un avis défavorable. Le mépris avec lequel l'avis de cette instance a été pris en compte par Monsieur le Préfet, qui doit être neutre de par sa fonction, ne laisse guère de doute quant à l'issue attendue de cette concertation. Il l'a d'ailleurs baptisée « concertation pour acceptation ».

No Porcharan ne prend pas part à cette concertation car ce projet, nous n'en voulons pas et il n'est pas réglementaire.

La décision de Monsieur Le Préfet n'a en rien entamé notre détermination et nous ne trouvons aucune bonne raison de participer à un simulacre de débat dont il semble que le seul but soit de soulager les consciences de ceux qui y participeront.